

Nice Matin le samedi 06 novembre 2010

Jean-Claude Maily: «Il faut un appel à 24 heures de grève»

À la veille d'une nouvelle manifestation, êtes-vous optimiste ou pessimiste sur la mobilisation?

La manifestation du samedi, ce n'est pas notre tasse de thé. Vu le contexte, les perspectives de mobilisation ne sont pas fortes. J'espère avoir une bonne surprise, mais je ne suis pas optimiste.

Que va-t-il se passer ensuite?

Hier soir, à la réunion de l'intersyndicale, les dissensions étaient fortes. Si les salariés voyaient ça, ils comprendraient beaucoup de choses. Nous, on n'est pas dans l'intersyndicale mais dans l'unité d'action depuis le début. On a parlé d'entrée du retrait de la réforme. Ce projet n'a rien à voir avec les retraites. C'est un élément d'un plan d'austérité. Il y a un problème de financement des retraites. Nous disons : regardons les pistes de financement. Nous n'acceptons pas de revoir le texte ou de l'amender. Pour nous, il ne peut y avoir que son abandon

À votre avis, peut-on encore faire bouger le gouvernement?

Pour faire bouger ce gouvernement, il faut un rapport de force très puissant, pas que des manifestations, même s'il y avait beaucoup de monde. C'était inédit, à chaque fois des millions de personnes. Il y a eu des grèves reconductibles, des blocages. Ce sont les salariés qui en ont décidé et doivent décider. Ce gouvernement n'a pas bougé, sauf sur ce qui ne coûte pas cher. Dans cette situation, quelle est la responsabilité d'une structure confédérée? On l'a redit hier. Il faut un appel à 24 heures de grève. Cela n'a pas encore été le cas. Quand on appelle à la grève et que ça marche, on peut aller vers une généralisation du mouvement. Autour du 12 octobre c'était le bon moment. Pour nous, la stratégie n'est pas la bonne.

Pourquoi les responsables des autres syndicats pensent-ils autrement?

Il y a eu un refus des sept autres organisations sur cet appel à la grève. Elles ont décidé de faire quelque chose entre le 22 et le 26 novembre. Mais quoi? Une autre manif? Veut-on user les salariés? Pour la CFDT, c'est fini. Nous, on se positionnera à partir de lundi. Dans le même temps, nous n'oublierons pas le dossier des retraites, nous ne sommes pas pressés de passer à un sujet différent, alors qu'on sent que la CGT et la CFDT glissent sur autre chose. L'unité d'action c'est un combat, il y a des divergences.

Pourquoi les deux plus gros syndicats ne veulent-ils pas de la grève?

Je me demande si, in fine, ils ne sont pas étonnés de la mobilisation. Il y a au-dessous de tout ça, la représentativité syndicale. Cela pollue les relations entre les syndicats. L'intersyndicale va continuer sur autre chose, les salaires ou l'emploi des jeunes. On n'y sera pas.

Dans un pays au faible taux de syndicalisation, ce mouvement vous a-t-il apporté de nouveaux adhérents?

Même si officiellement, le taux de syndicalisation est faible, est-ce que la situation des salariés français est moins bonne que dans d'autres pays? C'est ce qu'il faut regarder. La proportion des salariés couverts par une convention collective est de 90 % ici. Que l'on soit salarié d'une PME, d'une grande entreprise ou chômeur, les droits sont les mêmes. Ce n'est pas le cas ailleurs. Sur les adhésions, on en a fait à l'occasion de ce conflit. On saura dans quelle proportion en fin d'année. Le climat social fait que les salariés se syndicalisent, surtout dans le privé. Il y a une réelle peur depuis un an et demi. Quant aux jeunes, s'il y a une hésitation au départ à venir nous rejoindre, une fois qu'ils ont pris la décision, ils sont volontaires, motivés. Outre ce rajeunissement des troupes, on remarque aussi une féminisation des militants. Je m'en félicite.

Propos recueillis par Véronique Georges

Activité syndicale du 06/11/2010